

<https://ricochets.cc/Front-Populaire-revolutionnaire-et-solidaire-pour-desarmer-le-capitalisme-et-les-gouvernements-Se-compromettre-en-votant-ET-agir-pour-l-insurrection-generale.html>



Front Populaire révolutionnaire et solidaire, pour désarmer le capitalisme et les gouvernements



- Les Articles -

Publication date: dimanche 16 juin 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Revue de presse choisie et quelques réflexions persos.

Evidemment, l'envie de faire battre le bloc d'extrême droite aux élections ne doit pas faire oublier l'extrême droite déjà là dans les rouages du pouvoir et du système policier, avec toutes ces lois anti-sociales et répressives. Ni faire oublier l'autoritarisme et le centralisme réactionnaire du système politique existant, qui sont inhérents à l'existence de l'Etat et des gouvernements.

- Programme du Nouveau Front Populaire : <https://www.nouveaufrontpopulaire.fr/>



Front Populaire révolutionnaire, pour désarmer le capitalisme et les gouvernements

"GRENADE DÉGOUPIILLÉE"

Les propos sidérants de Macron ont été rapportés par le journal Le Monde, le 14 juin. Le grand quotidien raconte que le président a croisé un « grand patron, familier de l'Élysée » qui lui a demandé à propos de la dissolution : « Pas trop dures, ces journées ? ». **Réponse de Macron, amusé : « Mais pas du tout ! Je prépare ça depuis des semaines, et je suis ravi. Je leur ai balancé ma grenade dégoupillée dans les jambes. Maintenant on va voir comment ils s'en sortent... »**

Depuis des jours, la caste médiatique tente de trouver une explication logique au comportement de Macron, mais il n'y en a aucune. **Nous avons un manager pervers et sadique à la tête de la France. Un fou qui joue à l'explosif avec la vie de dizaines de millions de personnes. Un enfant tyrannique qui craque des allumettes sur un baril de poudre. Et ça le fait rire.**

« Grenade », le mot n'est d'ailleurs pas anodin, pour un président qui, plus qu'aucun autre, a fait tirer des grenades explosives et lacrymogènes à profusion depuis son arrivée au pouvoir. Des grenades contre tous les mouvements sociaux, écologistes, anti-colonialistes, et même contre les fêtes. Contre tout ce qui pouvait susciter de l'espoir, de la solidarité, de la vie, de la joie.

Macron adore les métaphores guerrières. Avant cette « grenade dégoupillée », il parlait de « réarmer la France », reprenant l'imaginaire de l'extrême droite militariste, et il prétendait traiter une pandémie sur le modèle de la « guerre ».

Dans le même registre, Gilles Le Gendre, poids lourd du camp Macroniste et **ancien président de l'Assemblée Nationale déclarait déjà dans Le Monde à l'été 2022** : « **Après les élections, en juillet, viendra la mise en oeuvre d'une feuille de route radicale et profonde, et là ce sera le tapis de bombes** ».

Tapis de bombes, guerres et grenades : **nous avons des bourgeois forcenés au pouvoir, qui ont pris plaisir à nous torturer, et qui veulent désormais livrer la France au fascisme ou à la guerre civile. Il est temps de les déloger.**

DEUX COLLECTIFS JUIFS ANTICOLONIALISTES REJOIGNENT LE FRONT POPULAIRE

Alors que, depuis des mois, les médias et la quasi-totalité de la classe politique diffament quotidiennement la gauche, accusée « d'apologie du terrorisme » et « d'antisémitisme » pour avoir soutenu la Palestine, deux collectifs juifs anti-colonialistes, l'UJFP et TSEDEK, rejoignent le Front Populaire. Les médias n'en parleront pas, alors voici leur communiqué :

« Face à la montée de l'extrême droite et au danger qu'elle représente pour tou-te-s les opprimé-e-s et pour les libertés publiques, l'UJFP et TSEDEK ! décident de prendre part au nouveau Front populaire, seul à même d'ouvrir la voie à une alternative possible. La politique de droite menée par Macron et ses gouvernements, non seulement n'est pas un rempart contre l'extrême droite, mais a montré qu'elle en emprunte des pans entiers et qu'elle en favorise la progression.

Qu'il s'agisse de Macron, de la droite ou de l'extrême droite, tous défendent la répression coloniale en Kanaky et soutiennent inconditionnellement Israël dans son génocide à Gaza. Nous dénonçons la campagne indigne, menée par les droites et les soutiens de l'État d'Israël, visant à disqualifier la gauche ou certaines de ses composantes par l'accusation d'antisémitisme, à cause de son soutien aux droits des Palestinien-ne-s. La lutte contre l'antisémitisme est fragilisée par ce dévoiement.

Or le principal danger pour les Juifs et Juives, c'est l'extrême droite, hier comme aujourd'hui. En tant qu'organisations juives antiracistes, antifascistes et anticolonialistes, l'UJFP et TSEDEK ! rappellent que l'extrême droite est foncièrement antisémite, islamophobe, négrophobe, antitziganes... En un mot : raciste. C'est le coeur du projet politique du Rassemblement National.

La mobilisation la plus large s'impose. L'UJFP et TSEDEK ! y prendront toute leur part et feront en sorte de la faire croître dans toutes ses dimensions.

Communiqué commun UJFP et TSEDEK ! du 13 juin 2024 »

Suivez ces collectifs :

@tsdkcollectif sur instagram

Union Juive Française pour la Paix UJFP



Front Populaire révolutionnaire, pour désarmer le capitalisme et les gouvernements

21000 POLICIERS, DRONES, MANIE INTERDITE ... L'ÉTAT CHOISIT L'ESCALADE DE LA TENSION

- Comment déjouer le scénario écrit d'avance ? -

Les médias se lèchent les babines : Gérard Darmanin veut déployer les grands moyens contre les mobilisations antifascistes ce samedi. Il annonce « un dispositif d'ampleur, 21.000 policiers et gendarmes, est déployé sur tout le territoire ». C'est quasiment autant de forces de l'ordre que pour les Jeux Olympiques. Un syndicaliste policier annonce : « on a dans les renseignements territoriaux des informations qui remontent comme quoi il y aura une part de black blocs, de casseurs d'ultra gauche pour en découdre avec les forces de sécurité ». On connaît la chanson : diaboliser une mobilisation à l'avance, pour mieux la réprimer, et justifier les violences policières ensuite.

À Nantes, le préfet parle d'un risque « de troubles graves à l'ordre public, à la sûreté et à la sécurité publiques » et autorise « la captation, l'enregistrement et la transmission d'images au moyen d'une caméra installée sur des aéronefs », c'est à dire de drones, et les lignes de transports sont coupées dans le centre-ville.

À Angers, une mobilisation prévue de longue date contre un commerce de porc intitulé « Les blancs de l'Ouest » et tenu par des membres d'un groupe néo-nazi qui a commis de nombreuses agressions dans la ville, est interdite par le préfet, au prétexte de risques de « troubles ». On rappelle que les manifestations d'extrême droite, elles sont autorisées et mêmes protégées par la police.

Déjà, les autorités avaient interdit des manifestations contre l'extrême droite à Bordeaux jeudi et à Toulouse mercredi.

Les choses sont claires : l'État macroniste opte pour la stratégie de la tension, afin de faciliter une arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Après avoir gouverné contre le peuple en imposant ses mesures anti-sociales par sa police, Macron organise la transition néofasciste avec sa police, qui a désormais les pleins pouvoirs.

Le scénario semble malheureusement écrit d'avance. Il y aura du monde dans la rue ce samedi et la colère sera grande. La police et son arsenal militarisé vont multiplier les provocations, et suite aux inévitables

affrontements diffusés sur les chaînes des milliardaires, Bardella promettra ce soir qu'il rétablira l'ordre une fois au pouvoir, pendant que le Front Populaire sera accusé d'être un groupe factieux et violent, et que Darmanin égrainera le chiffre des interpellations.

Comment déjouer ce scénario ? Comment sortir des modes de protestation ritualisés et facilement contrôlables, sans pour autant devenir inoffensifs ni pacifier nos actions ? Par exemple en imaginant des blocages massifs, populaires, joyeux et déterminés dans tout le pays. Des appels commencent à circuler en ce sens, notamment à l'initiative des Soulèvements de la Terre. Mais aussi en rappelant sans relâche que la stratégie de la tension vient de l'État, et qu'il y a déjà toutes les raisons de se révolter.

Nous avons trois semaines pour déployer nos forces, notre créativité, notre révolte, en essayant de sortir du scénario funeste dicté par les autorités.



Front Populaire révolutionnaire, pour désarmer le capitalisme et les gouvernements

©LE FASCISME, C'EST LA GUERRE

Coup de poing visuel à Nantes lors de la manifestation du 15 juin.

Un immense tifo de plus de 20 mètres de long a été déployé sur le monument aux morts des deux guerres mondiales, sur le passages du cortège, qui a massivement applaudi.

L'histoire nous l'a appris : le nationalisme et le fascisme mènent aux guerres totales, aux exterminations, aux guerres civiles, aux guerres de tous contre tous.

Plus jamais.



Front Populaire révolutionnaire, pour désarmer le capitalisme et les gouvernements

PREMIÈRE SOMMATION CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Samedi 15 juin, une semaine après les élections Européennes et l'annonce d'une dissolution de l'Assemblée par Macron pour offrir le pouvoir à l'extrême droite, une première mobilisation de masse, nationale, avait lieu dans toute la France.

La foule était au rendez-vous : 640.000 personnes ont manifesté contre l'extrême droite selon la CGT.

Il y avait 250.000 personnes à Paris, 80.000 à Marseille, 20.000 à Nantes malgré une météo exécrable, 30.000 à Bordeaux, 50.000 à Toulouse, 5.000 à Clermont-Ferrand, 6.000 à Rouen ... Des cortèges denses, dignes, avec beaucoup de jeunes.

Ce n'est pas aussi massif que le 1er mai 2002, alors que la France était en état de choc après l'arrivée de Jean-Marie Le Pen au second tour. Il y avait alors plus de 1.300.000 personnes dans la rue, ce qui était considéré comme la plus grande mobilisation depuis des décennies.

Mais là l'époque, c'était une communion unanime contre le Front National, relayée par quasiment tous les partis, même de droite, soutenue par les médias, et sur des mots d'ordres extrêmement flous. Une mobilisation qui a eu pour résultat une réélection triomphale de Jacques Chirac avec les conséquences que l'on connaît : une victoire de Sarkozy, puis le quinquennat cauchemardesque d'Hollande, et enfin Macron, avec une montée continue de l'extrême droite, une application de ses idées, et un chantage au vote « barrage » pour maintenir la droite au pouvoir.

Cette fois-ci, c'est sur fond d'affrontement entre blocs et de grande clarification que ces manifestations ont eu lieu : un bloc bourgeois ouvertement allié aux fascistes face à un bloc de gauche. Le tout sur fond de luttes sociales très puissantes mais qui n'ont pas obtenu de victoires, ces dernières années.

Cette première sommation, à la veille d'un été qui s'annonce chaotique, est donc encourageante. Dans les discussions entendues, il était évident que, quel que soit le résultat dans les urnes - une victoire fasciste,

une Assemblée ingouvernable ou une courte majorité Front Populaire - un mouvement de grève et de luttes sera indispensable face à une extrême droite qui contrôle déjà les médias et l'appareil répressif.

(posts de Contre Attaque)

Quelques réflexions personnelles

- ▶ Le groupe Bolloré et d'autres milliardaires (Drahi, groupe Bouygues, famille Dassault...) assèment H24 une propagande d'extrême droite.
Sans ces ultra-riches et d'autres, les extrêmes droites seraient beaucoup plus faibles.

Rappel sur les nombreux médias toxiques des riches militants et financeurs des extrêmes droites, à désarmer : Cnews, BFM, LCI, i24, Europe 1, C8, le Journal du Dimanche, Paris Match, Canal +, Femme actuelle, RMC, RFM, Voici, TF1, Le Parisien, les Echos, Aujourd'hui, Europe 2, Télé Loisirs, Le Point... (voir [carte des médias](#)),

- ▶ **Après la ressuscitation contre nature du PS avec l'abominable Raphaël Glucksmann aux européennes, à l'aide des merdias, voici que le sinistre zombie François Hollande s'autorise à revenir sur scène (accueilli avec joie par le PS de Faure) ! C'est une véritable provocation, c'est totalement irresponsable.**
Pourquoi pas Emmanuel Valls, Ségolène Royal, Bernard Cazeneuve et Myriam El Khomri pendant que vous y êtes ?! Vous voulez faire échouer d'emblée le Front Populaire en ressortant des figures hautement répulsives ou quoi ?
La compétition pour les places et le pouvoir exacerbée par cette saloperie de système électoral et "d'oligarchie électorale" nommée à tort "démocratie" nous en fait avaler des couleuvres !
Il est indécent qu'un ex-tyran anti-social tel que Hollande (il y a en d'autres) fasse partie d'un Front Populaire. Déjà que supporter un parti de centre-droit (en étant gentil) tel que le PS c'est difficile...

Mais on est sûr que rien n'est pur dans la politique au sein de cette non-démocratie bourgeoise, au sein de l'Etat et du capitalisme. Alors même si Hollande n'est pas viré, soutenons le Front Populaire, en sachant qu'en cas de victoire il faudra combattre ses composantes réactionnaires et soutenir ses composantes cherchant vraiment une rupture avec le système en place, tout en luttant partout pour un salutaire basculement révolutionnaire.

Car je n'oublie pas que le Nouveau Front Populaire reste incrusté dans le cadre de l'Etat, du capitalisme, du système industriel.

Soutenir le Front Populaire en votant aux élections, c'est juste se choisir pragmatiquement un ennemi moins toxique et (peut-être) moins virulent que le bloc d'extrême droite pour la suite. C'est aussi, tant qu'il n'y a pas de révolution sociale, diminuer (temporairement) au lieu de l'augmenter encore la charge qui pèse sur les exclus, minorités, démunis et personnes racisées. Car si le Front Populaire n'est clairement pas révolutionnaire, la venue d'encre pire ne génère pas non plus automatiquement de révolutions.

- ▶ **Vouloir contrecarrer/adoucir le capitalisme avec l'Etat est une voie très limitée.** Car le capitalisme a besoin de toujours plus pour survivre (de pouvoir, de croissance, d'argent, de production, de technologies), et l'Etat a besoin du productivisme et de l'industrialisme inhérents au capitalisme pour maintenir sa puissance (infrastructures, armées, contrôle et surveillance des peuples agglomérés en société de masse, redistribution clientéliste d'argent, d'objets et de confort dits modernes, entretien d'une importante bureaucratie...).
- Où alors on passe au productivisme d'Etat sans capitalisme, et là on retombe sur les tragiques errements du totalitarisme de l'ex-URSS.
- Où les peuples restent enchaînés au travail et à ses inégalités sociales.
- Et dans tous ces cas, le climat et la biosphère passent à la trappe. Car il n'existe pas de civilisation industrielle productiviste (capitaliste ou étatisée) réellement écologique et respectueuse du climat.

- ▶ [En cas de victoire de l'extrême droite, de nombreux hauts fonctionnaires vont se taire](#) ("Malgré l'embarras, beaucoup citent l'impératif de faire tourner la machine, en pleine crise budgétaire et à la veille des Jeux olympiques"), d'autres vont démissionner, d'autres veulent résister de l'intérieur, d'autres serviront ce gouvernement malgré tout ! D'autres ne s'inquiètent que des risques économiques et financiers !

Sous un "nouveau Vichy", la plupart des agents de l'Etat obéiront. Et les non-obéissants seront éjectés ou mis au placard, en toute légalité.

Il ne faut pas compter sur les institutions et la plupart de leurs agents pour faire rempart à l'éventuelle bascule néofasciste.

L'extrême droite n'aura qu'à puiser dans les rouages de l'Etat et les lois déjà existantes pour faire à peu près ce qu'elle veut.

Dans ce système anti-démocratique centralisé, tout favorise les pleins pouvoirs des vainqueurs.

- ▶ [Sur Le Monde, un article évoque à sa manière ce problème](#) :

En cas de victoire de l'extrême droite, la Constitution donnera toutes les clés du pouvoir gouvernemental au Rassemblement national. En France, les pouvoirs du gouvernement sont trop importants pour être confiés à quiconque pourrait ne pas respecter les principes de la démocratie libérale (le pluralisme, la tolérance et l'esprit d'ouverture) et de l'Etat de droit (le respect de la règle de droit et des juges qui en sont les garants).

Non seulement ces prérogatives ont de tout temps été importantes, mais elles se sont renforcées dans la période récente. C'est ce que montrent les pouvoirs donnés à l'exécutif par les lois relatives aux états d'urgence et aux crises sanitaires, les limitations récentes de certaines libertés, les nouveautés en matière de surveillance policière contenues dans la loi de mai 2023 relative aux Jeux olympiques ou l'usage préoccupant qui est fait de l'infraction d'apologie du terrorisme.

La solution n'est pas d'avoir un énième "gentil" gouvernement libéral de droite ou de gauche, mais de réduire fortement les pouvoirs et prérogatives des gouvernements, et idéalement de ne plus avoir ni gouvernements ni Etats.

Le pouvoir des gouvernements est dangereux ? Alors désarmons-les au lieu de tout miser sur l'espoir d'un meilleur gouvernement.

- ▶ Si le Front Populaire l'emporte, va-t-il se saisir de son pouvoir pour détruire franchement cette verticalité autoritaire de l'Etat et de la République ? On en doute malgré le projet d'assemblée constituante. Et de toute façon c'est aux peuples de prendre leurs vies en main, pas à des représentants même bien intentionnés.

Face à l'extrême droite et au racisme d'Etat, organisons-nous !

- ▶ [Face à l'extrême droite et au racisme d'Etat, organisons-nous !](#)

Suite aux résultats électoraux de dimanche dernier, de nombreuses personnes ont ressenti la nécessité de s'organiser sur une base large face à l'extrême-droite, aux politiques racistes de Macron et sa clique mais aussi pour rappeler nos mots d'ordre à celles et ceux qui voudraient incarner des positions de rupture sur le plan électoral. Dans cette perspective deux assemblées générales ont déjà été organisées, réunissant plus de 200 personnes à chaque fois. La dernière AG a décidé de se mobiliser avec les outils déjà construits collectivement d'abord contre l'inflation puis durant la mobilisation contre la réforme des retraites sous le nom de comité de lutte Lyon. Voici les bases donc de cette mobilisation large que nous appelons à rejoindre massivement afin d'imposer nos mots d'ordre et s'organiser à la base.

(...)

Soyons clairs alors : l'arrivée de l'extrême droite parlementaire peut apparaître comme un choc pour

beaucoup, elle n'est pourtant que la continuité d'une politique de classe, raciste, coloniale, et dangereuse pour les travailleurs, les chômeurs et toutes les minorités d'ici et à l'internationale. Elle est un poison qui gangrène une Europe déjà forteresse essoufflée et prisée par les charognards de la haine et des dominations. Cette politique, c'est celle des frontières cimetières, celle des tentes déchirées par la police, celle du capitalisme.

(...)

Nous n'avons pas que la gueule de bois car ce n'est pas le RN/FN qui a permis la construction de centres de rétention administrative (CRA), ce n'est pas lui qui enferme massivement et maintient les prisonniers dans des conditions carcérales parmi les pires d'Europe provoquant en moyenne un mort par jour. Ce n'est pas lui qui a constitutionnalisé et pérennisé l'état d'urgence. Mais l'extrême droite a bien un rôle dans ce qui nous réunit : elle dicte en partie l'agenda parlementaire et vote main dans la main la plupart des lois avec Renaissance et LR. Son seul horizon, c'est la mort.

(...)

Surtout parce que cela ferait du RN le seul danger alors que la bourgeoisie organise méthodiquement le saccage de nos libertés, des mouvements sociaux et des soulèvements insurrectionnels, qui sont pourtant de plus en plus nombreux. La contre-révolution réactionnaire est déjà au pouvoir et depuis bien longtemps. Leur persistance conduit à la création et au maintien de groupes fascistes et racistes qui nourrissent la bête.

Nous préférons nous tenir du côté de ceux qui luttent. Nous comprenons que la bataille électorale est une stratégie immédiate qui vise à contenir, très ponctuellement, le déchainement d'une haine et d'une violence sociale de plus en plus prononcée. Mais aller voter ne suffira pas.

(...)

Laissons leurs les urnes, prenons la rue !

► [Laissons leurs les urnes, prenons la rue !](#) - Refusons cette mascarade démocratique qui cherche à nous faire croire que l'Etat est la solution à nos problèmes alors qu'il est le problème à détruire !

Refusons le nationalisme de l'extrême droite et le nationalisme de la gauche.

Refusons ces élections. Attaquons-les. (...) C'est donc sur l'ensemble du globe que la situation se durcit : les pouvoirs se bunkerisent derrière des politiques autoritaires qui augmentent drastiquement le niveau d'exploitation (baisses de salaires, du chômage, de la retraite, des aides de santé, hausse des prix etc.) ils foutent la planète à feu et à sang, tout en élevant le niveau de répression des mouvements sociaux et des luttes locales. Le tout en renégociant les conditions de leur concurrence mondiale à travers les guerres.

Dans ce cadre, le nationalisme, le patriotisme, la mise au pas des luttes sociales et des critiques radicales sont une nécessité pour les états, et la montée de l'extrême droite en est une conséquence évidente. Elle est menée et encouragée par de plus en plus de bourgeoisies nationales à travers le monde (États-Unis, Brésil, Inde, Italie, Hongrie ...).

Mais la proposition du front populaire est aussi une proposition nationaliste. Les solutions portées par la gauche sont toujours des solutions qui en passent par l'État, c'est-à-dire par la Nation. C'est pourquoi elle nous ramène toujours à rester enfermé dans nos frontières, tout comme l'ensemble des boutiques politiques. Raison pour laquelle le PS est clairement va-t-en guerre, pendant que LFI se glorifie de la position d'exception de la France sur la scène internationale du fait qu'elle soit une puissance nucléaire. Sans compter que ces différentes tendances participent, partout dans le monde, à chaque fois qu'elle sont au pouvoir, à mener la politique qu'exige le capital. Les grecs en ont fait les frais avec Syriza. Mais nous aussi, rappelons-nous que la loi travail, la création des prisons pour étrangers (CRA) c'est le PS qui l'a portée. Et leurs appels au calme dans les manifs, c'est nous qui les subissons.

(...)

En revanche, il existe une autre perspective : celle de l'autonomie et de la révolution ! Car c'est en s'attaquant à l'Etat et ses structures ; et aux conditions de merde que nous réserve le capitalisme que nous pourrons nous y opposer concrètement, tout en faisant exploser les frontières et le nationalisme qui va avec

!

(...)

Contre les élections et les nations : révolution !

(...)

► dans la même veine :

[Ni populaire ni national ni républicain !](#)

Tract concernant la situation suite à la dissolution de l'AN

(...)

Depuis, toutes les figures de la gauche parlementaire et extra-parlementaire sont aux abois et appellent au fameux barrage contre l'extrême droite (le même qui a mené Chirac ou Macron au pouvoir, ces figures de la subversion). Un barrage nommé « Nouveau Front populaire », en référence à celui de 1936, qui avait entre autres négocié la paix sociale à coups de réformes pour mettre fin aux grèves massives de 36 dans les usines et abandonné les antifascistes espagnols se battant contre Franco, dans un moment où l'hypothèse révolutionnaire était plus que tangible.

(...)

La politique c'est important, et l'éthique ce serait pour les petits-bourgeois privilégiés qui ont le luxe de ne pas aller voter. Refuser de participer aux élections, refuser de se penser « représenté » par qui que ce soit, seraient des postures de « radicools ». Et on chie ici allègrement sur toute l'histoire des mouvements révolutionnaires et de la critique de la démocratie, afin de garantir à des politicards de pouvoir garnir les rangs de l'assemblée, ramasser leurs salaires et se foutre de notre gueule pendant encore bien longtemps. **La panique, sans doute justifiée, vis-à-vis de l'extrême droite laisse libre cours, chez ceux qui se sentent pousser des ailes citoyennistes en période électorale, à la déferlante paresseuse de compromis majeurs : la fin justifie les moyens ! TOUT plutôt que l'extrême droite ?** La rhétorique du moins pire, ce racket intellectuel permanent nous rend aveugle et nous enlève toute faculté de penser et d'agir par nos propres moyens.

(...)

ON SE FOUT DE NOUS ! On nous appelle maintenant à voter et constituer un front avec tous les partis de gauche qui, et ce depuis toujours, appellent aux réformes pour une « bonne » police, un travail « inclusif », ou un capitalisme « plus écolo » ou « plus social ». Des partis qui prônent eux-aussi un contrôle de l'immigration aux frontières mais cette fois-ci auréolé des vertus du « protectionnisme » contre le libéralisme économique. Des partis eux-aussi nationalistes et souverainistes, deux concepts largement usités par le fascisme dans leurs versions les plus extrêmes, mais qui portent toujours intrinsèquement en-eux la possibilité d'une passerelle vers la réaction.

(...)

l'urne n'est qu'un chantage parmi d'autres du système démocratique

À tous ceux qui, sincèrement inquiets et révoltés de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir ne voient malheureusement d'autres choix que d'aller se soumettre, parfois la mort dans l'âme, face au premier parti de gauche venu et à son discours culpabilisant tout en sachant que cela ne changera pas grand-chose à ce monde d'exploitation : **l'urne n'est qu'un chantage parmi d'autres du système démocratique.** Nous prendrons notre liberté par d'autres pratiques, celles qui portent une conflictualité avec tout pouvoir. Ces pratiques sont loin d'être des postures, n'en déplaise aux influenceurs de gauche qui voudraient nous faire avaler qu'un « front de gauche antifasciste » est l'horizon indépassable de toute perspective d'émancipation.

(...)

Si la démocratie porte au pouvoir le RN dans 1 mois ou dans 3 ans, ceux qui appellent au barrage dans les urnes aujourd'hui resteront-ils dans leurs chaumières car le "peuple souverain" aura fait son choix ? Si la gauche arrive au pouvoir, resteront-ils les bras croisés en regardant celle-ci gérer elle-même les commissariats, les prisons, les antennes France Travail et les CRAs (comme elle l'a déjà fait à chaque fois qu'elle a été portée au pouvoir) ?

(...)

Nous voyons aussi venir celles et ceux qui appelleront à un "barrage antifasciste" non seulement dans les

urnes, mais dans la rue. Pour ces deux barrages, la question reste la même, il s'agit de savoir ce que nous voulons. Car un antifascisme mou, des urnes ou de la rue, qui se borne à se battre contre le RN au profit de la gauche ne mènera jamais à la destruction du capitalisme ou de l'État et à notre liberté, mais seulement à faire les petites mains pour ceux qui seront nos prochains maîtres et nos prochains patrons. Ce que nous voulons, c'est la mort de la démocratie, des partis, du travail, des nations, de l'État et du capitalisme : c'est la Révolution !

(...)

Petit à petit, fleurissent des appels à se rassembler, à bloquer, à manifester. Débordons ces rassemblements uniquement appelés sur des mots d'ordre purement frontistes et conservateurs, élargissons notre révolte au système démocratique qui a toujours su faire la part belle au populisme et au fascisme, organisons-nous pour faire exister des possibilités émancipatrices, révolutionnaires, qui viendront chambouler nos quotidiens.

GREVES, BLOCAGES, MANIFS SAUVAGES, EMEUTES, RÉVOLUTION !!

Pour un soulèvement antifasciste

► [Pour un soulèvement antifasciste](#)

1 - Le péril néo-fasciste est réel

Partout en Europe et dans le monde, des partis néo-fascistes s'emparent du pouvoir. Partout dans la société leurs idées xénophobes et autoritaires se répandent. Pourtant, pas question de banaliser ce qui nous arrive. Pas question de normaliser un parti fondé par des SS et des partisans de l'Algérie française.

(...)

2 - La prise de pouvoir des néo-fascistes est le prolongement logique des politiques néo-libérales et autoritaires des gouvernements précédents

Depuis des années, droite et gauche lui préparent le terrain. Sarkozy s'est vanté de vouloir "passer les banlieues au karcher" et "débarrasser la racaille". Il a créé un ministère de l'identité nationale et multiplié les lois sécuritaires. Hollande a proclamé l'État d'urgence. Il a arrosé la jeunesse de grenades pour passer en force sa loi travail. Il a voulu introduire la "déchéance de nationalité" dans la constitution.

Macron a supprimé le droit du sol à Mayotte. Il a interdit le port de l'abaya à l'école. Il a fait voter une loi séparatisme et une loi sur l'immigration qui reprennent les propositions du RN. Il a dissout plus d'associations que n'importe quel autre gouvernement. Il soutient aveuglément l'extrême-droite israélienne et le génocide qu'elle perpétue en terre de Palestine. En banlieue, à Sainte-Soline ou en Kanaky, il déploie une police radicalisée qui exerce une violence sans borne. Une police autorisée à mutiler en masse. Une police à laquelle il a délivré un permis de tuer.

Depuis 20 ans, la gauche et la droite de gouvernement s'alignent sur les idées du RN. Elles le banalisent et le normalisent. Elles appliquent une partie de sa politique sans même que celui-ci ne gouverne. Elles organisent le règne de l'état d'exception, renforcent le racisme systémique et désignent les mêmes ennemis intérieurs que lui. L'ensauvagement du capitalisme néo-libéral et la fascisation se renforcent mutuellement. L'extrême-centre roule pour l'extrême-droite. Longtemps, il s'est servi d'elle comme épouvantail électoral pour gagner les élections en dépit de sa politique anti-sociale. Maintenant, il s'apprête à lui céder la place. En décrétant la dissolution de l'Assemblée Nationale, Macron lui offre un boulevard. L'extrême-droite pourrait bien revenir au pouvoir pour la première fois depuis le régime de Vichy.

Entendons-nous bien, si les gouvernements successifs lui ont soigneusement préparé le terrain, une éventuelle prise de pouvoir néo-fasciste serait tout de même un moment de bascule. Une accélération fulgurante du ravage écologique, social et colonial. Un électro-choc autoritaire pour maintenir coûte que coûte la domination capitaliste.

(...)

3 - Ces élections sont cruciales mais les bulletins de vote ne suffiront pas à stopper la montée du fascisme

Gardons en mémoire le front populaire de 1936. Il est né dans la rue d'une manifestation anti-fasciste. Ses mesures phares - comme l'instauration des congés payés - sont le fruit d'une longue grève générale avec occupations d'usines enclenchée au lendemain de sa victoire aux élections. L'annonce par Nouveau Front Populaire (NFP) d'un moratoire sur les mégabassines et les autoroutes dans son programme des 15 premiers jours est le fruit du rapport de force que nos luttes ont su imposer au cours des 3 dernières années.

(...)

Construire une campagne d'actions contre le groupe Bolloré

Avant et après les élections

à construire une campagne d'actions contre le groupe Bolloré, acteur majeur de la logistique néo-coloniale extractiviste dont les bénéfices servent à renforcer l'hégémonie culturelle néo-fasciste à travers son empire médiatique. Ce groupe qui oeuvre sans relâche à mettre l'extrême droite au pouvoir possède de multiples sites à travers le pays

(...)

L'heure est grave.

Le temps est venu de construire un réseau de résistance, de tisser un maillage de contre-pouvoirs populaires.

Le temps est venu de nouer de nouvelles alliances et de déployer de nouvelles stratégies en allant à la rencontre de nombreux collectifs, syndicats et organisations.

Cela implique une lutte acharnée sur le terrain et une bataille culturelle.

Cela implique de prendre dès à présent les mesures qui s'imposent face à la répression en diffusant des pratiques de sécurité et de solidarité.

Cela exige d'être en mesure de jeter les bases d'une riposte en cas de bascule néo-fasciste.

Nous appuierons dans les semaines qui viennent des initiatives pour construire un front de lutte qui agrège des salarié-es, des étudiant-es, des paysan·nes, des habitant-es des quartiers populaires, des campagnes et des villes résolu-es à s'unir pour désarmer le fascisme.

Les soulèvements de la terre, le 14 juin 2024



Front Populaire révolutionnaire, pour désarmer le capitalisme et les gouvernements

Les mensonges du RN sur ses réformes "sociales"

► [Les mensonges du RN sur ses réformes "sociales"](#)

« On gagnera si on peut rassurer. Et si on parle à la France qui réussit ». On dirait du Macron ? Eh bien, c'est du Bardella. Il aime caresser les patrons dans le sens du poil, et ces derniers le lui rendent bien. Malgré les nombreuses mesures pro-entreprises mises en oeuvre par Emmanuel Macron, une partie des milieux d'affaires se tourne désormais vers le Rassemblement National. Pour les attirer, Jordan Bardella a largement modéré sa critique de l'Union européenne et tourné son discours économique vers des positions néolibérales, comme à l'époque de Jean-Marie Le Pen. Il continue à faire semblant de défendre l'intérêt de la population, en mettant en avant de rares mesures « sociales », qui sont en réalité des escroqueries, profitant exclusivement aux entreprises. On vous explique tout.

(...)

Les mandats de Macron ont été d'une grande efficacité ; aucun gouvernement n'avait jusqu'alors été aussi loin dans une politique pro entreprise. Mais ça n'est pas assez pour une partie du grand patronat. Les résistances des Gilets jaunes, la forte opposition à la réforme des retraites et l'absence de majorité absolue à l'Assemblée lui font craindre une impossibilité future de poursuivre les réformes. Une partie de la bourgeoisie bascule ainsi vers le RN. C'est le cas de grands patrons comme Bolloré, ou Henri Proglio, ex-PDG d'EDF et Veolia, mais aussi des petits patrons. En 2022, selon l'IFOP, Marine Le Pen a obtenu 51 % des suffrages des « artisans, commerçants et petits chefs d'entreprise » au second tour de 2022. Ce n'est pas un hasard si Jordan Bardella a passé une partie de sa campagne européenne à faire le tour des fédérations patronales.

(...)

Ensuite, le RN est peu à peu revenu aux propositions économiques néolibérales de Jean-Marie Le Pen, qui avait été en partie et temporairement abandonnées pour conquérir l'électorat ouvrier au tournant des années 2010, sous l'influence notamment de Florian Philippot, qui fut vice-président de cette formation politique entre 2012 et 2017. Le RN avait alors essayé de tenir les deux bouts : rassurer les entreprises, tout en affichant des promesses sociales. Rappelons qu'en 2017, le FN proposait l'abrogation de la loi Travail, ce que même le Front Populaire aujourd'hui n'ose plus faire.

Changement de ton en 2022, Marine Le Pen allant devant le Medef pour dire aux grands patrons qu'ils sont « le

poumon de la France ». **Pour les élections présidentielles de cette année-là, il ne restait déjà plus aucune mesure « sociale » à part la nationalisation des autoroutes et une réforme des retraites plus favorables que le cadre légal en vigueur. Une fois élus à l'Assemblée nationale, les membres du RN n'ont eu de cesse de faire des votes contre les classes laborieuses.** Ils ont voté notamment contre : le blocage des prix des produits de première nécessité, la gratuité des cantines scolaires pour les plus modestes, le gel des prix des loyers, la hausse du SMIC et l'indexation des salaires sur l'inflation.

(...)

Autre mensonge de Jordan Bardella : il prétend, dans sa profession de foi, « combattre les déserts médicaux », alors qu'à l'Assemblée nationale les élus RN ont voté, l'année dernière, contre la proposition de loi régulant l'installation des médecins.

(...)

Le RN va ces derniers jours encore plus loin dans sa politique patronale : Bardella enchaîne les déclarations où il s'engage à « arrêter la prolifération des normes excessives pesant sur les entreprises ». Il n'a plus que le mot flexibilisation à la bouche, même si rien n'est détaillé pour le moment dans son programme. La déréglementation concernera aussi les services publics : Jean-Philippe Tanguy, président du groupe RN à l'Assemblée, vient carrément de proposer que les services de la poste soient désormais réalisés par Amazon, pour économiser les 300 millions d'euros que coûte le service public postal.

(...)

Le gouvernement commence à s'inquiéter de ce patronat qui ne s'oppose plus au RN. « Il faut que les chefs d'entreprise disent « que [...] si ce programme-là passe, on ferme nos usines et on supprime des emplois », insiste notamment Bruno Le Maire. « Votre programme économique est le plus marxiste qui n'ait jamais été proposé en France depuis une quarantaine d'années », s'était-il d'ailleurs enflammé à l'Assemblée quelques jours avant, en s'adressant aux élus RN à l'Assemblée nationale. Évidemment, c'est une stratégie du gouvernement pour renvoyer dos à dos les « deux extrêmes » : le programme du RN n'a absolument rien de marxiste. Il ne comprend en réalité aucune mesure de redistribution, rien qui aidera la population au quotidien. Ce n'est pas un hasard si aucun programme économique n'est présenté sur le site du RN. Même en 2022, rien de précis n'avait été diffusé, car le RN préfère rester dans le flou, pour faire croire à la population que ses propositions vont l'aider, tout en rassurant les patrons

(...)

ce qui est clair, c'est la haine que vouent les dirigeants du RN au monde du travail. « Les syndicats sont les croque-morts du monde économique et du travail, ils ne servent à rien », affirme notamment Louis Alliot, **vice-président du RN**, tandis que Marine Le Pen considérait, pendant la bataille contre les réformes des retraites de l'année dernière, que les syndicats « défendent leurs intérêts propres et pas l'intérêt des Français ». C'est cela le plus inquiétant : l'indigent programme social du RN tente vainement de masquer le mépris profond qu'ont ses dirigeants pour la population. Des mesures de répression terrible s'abatront sur les mouvements sociaux dès qu'il sera élu. Heureusement, il est encore temps d'y échapper.

"APRÈS TOUT, LE RN, ON N'A JAMAIS ESSAYÉ"

FAUX ! On a essayé, et voilà ce que ça a donné.

CONTRE L'ÉCOLE, CONTRE LES FAMILLES

Le Pontet (84)	Béziers (34)	Cogolin et Fréjus (83)
En 2014, la mairie FN a voté la fin de la gratuité de la cantine scolaire pour les familles démunies.	La mairie a réservé la participation aux activités périscolaires aux seuls enfants dont les deux parents travaillent. Les enfants dont au moins un parent est au chômage en sont exclus.	Ces mairies ont baissé de 20% le budget des écoles, et ont mis fin à la gratuité des transports scolaires.

TOUS POURRIS, SAUF LE RN ?

- Cyril Nauti, maire RN de Mantes-la-Ville, a divisé les subventions aux associations par deux, a baissé le nombre d'agents municipaux de près de 20% mais a augmenté son indemnité de maire de 7 % en 2017 (il touchait ainsi 7350 euros brut par mois).
- Le parquet de Draguignan a ouvert en 2023 une enquête sur la gestion de la ville de Fréjus par le maire RN David Rachine sur "des affaires, possiblement évocatrices de prises illégales d'intérêt et de favoritisme".
- Sur des enrégistrement en 2017, le maire RN de Cogolin, Marc-Etienne Lansade, s'est dit « prêt à tout » pour rester maire « ad vitam aeternam » et se vante d'être un « vrai petit écuré » qui a placé de l'argent partout à l'étranger.
- A Orange, le maire RN Jacques Bompart musèle l'opposition depuis des années.

Sur nombreux autres exemples voir « Abor France & Lumière sur marine brunet, Éditions Solfère 2021 »



Front Populaire révolutionnaire, pour désarmer le capitalisme et les gouvernements

DIVERS

- PARIS CONTRE LE FASCISME - La manifestation n'est pas encore partie de République que des dizaines de milliers de personnes sont déjà présentes pour refuser que le fascisme dicte nos vies.
- Au lendemain de la dissolution, Macron se rend à Oradour-sur-Glane pour les commémorations de la Libération. Il croise un grand patron qui lui demande :
« Ça va, pas trop dures ces journées ? »
Macron sourit et répond : « Mais pas du tout ! Je prépare ça depuis des semaines, et je suis ravi. Je leur ai balancé ma grenade dégoupillée dans les jambes.
Maintenant on va voir comment ils s'en sortent... »
- A NE PAS OUBLIER : [Juin 1936 - Le Front populaire au secours du capitalisme français](#) - Pour mettre un terme au mythe du Front populaire... ou l'hypocrisie de la gauche dans toute sa splendeur. **Deux textes montrant la tendance du PS à préserver le système économique capitaliste quoi qu'il en coûte, et l'appétit du PCF pour la direction et le contrôle des mouvements sociaux.** Textes tirés du site infokiosques.net.
- [Face à la fascisation : ripostons](#) - Nous ne pouvons que partager le constat inquiétant des semaines à venir suite à l'important score de l'extrême-droite aux européennes et à la décision de Macron de dissoudre l'assemblée nationale. Mais ce constat n'est en réalité ni une surprise ni une nouveauté, l'accession au pouvoir par l'extrême-droite ne date pas d'hier. Dans un contexte où les médias Bolloré vomissent en continue une propagande fascisante, offrant aux chefs de file de tous les partis d'extrême-droite des temps de parole records, Macron et ses différents gouvernements auront grandement participé à ouvrir les portes à l'extrême-droite. Une grande partie de leurs attaques liberticides, antisociales, racistes ou islamophobes auront pu être votées grâce au soutien du RN dont les députés abondent dans le sens de Renaissance lorsque l'occasion se présente de faire preuve de "moins de mollesse" que Le Pen - comme le lui reprochait Darmanin en 2021 -. Sans grande surprise, on ne compte donc plus les séquences où le gouvernement se sera montré plus à droite que le RN : de l'opération Wuambushu en passant par la répression meurtrière en Kanaky, de la loi sur les séparatismes à celle sur l'immigration récemment portée par Darmanin, la liste est interminable... (...) **Cette façon de militer, par vagues et par intermittences, au rythme de l'agenda et des chocs impulsés par les élites bourgeoises nous affaiblie, parce que nos combats induisent des processus longs, qui nécessitent de construire les bases de réseaux de confiance forts, organisés, autogérés et capable de tenir dans le temps.** (...) Un

"sursaut" antifasciste électoraliste, avec pour seul horizon les élections du 30 juin et du 7 juillet serait complètement inconséquent face aux enjeux qui sont les nôtres actuellement, s'il ne s'ancre pas dans la durée et dans une perception à long terme.

- [Après le choc des européennes les exigences sociales doivent être entendues !](#)
- [Les quartiers populaires ne donnent pas de chèque en blanc au Front populaire](#) - Pour s'organiser « concrètement contre l'extrême droite », la politologue et militante antiraciste Fatima Ouassak et le collectif Front de mères ont animé une rencontre le 13 juin à Paris. (...) Mais elle entend dire à la gauche « de ne pas [les] prendre de haut [...]. Nous ne sommes pas des rabatteurs », a-t-elle expliqué, dans l'attente de lire le programme du Nouveau Front populaire. (...) « Plus nous allons être exigeants sur le combat antiraciste, sur la question du soutien à la Palestine, plus l'offre électorale et le programme sera en notre faveur, et plus la lutte contre l'extrême droite et la montée du suprémacisme blanc en Europe sera efficace. » (...) « Je viens de la Drôme et il n'y a que des fachos. On est déjà en train d'essayer de convaincre les gens de ne pas voter pour le RN ou Macron. Je veux bien entendre qu'il faut nuancer ce qui se passe à gauche mais, il y a tout de même cette échéance. A-t-on vraiment le temps de réorienter le Front populaire ? » s'est interrogée de son côté une professeure qui, en tant que « femme algérienne et musulmane », entend sans cesse qu'elle « n'est pas chez elle » en France. (...) « Il ne faut pas attendre le second tour du 7 juillet pour se poser ces questions », a abondé Fatima Ouassak, avant d'ajouter : « Même si la gauche ne nous écoute pas, il est important que l'on s'auto-organise. On se prend en charge, et on ne vous attend pas. »
- [Front populaire : les assos écolos entrent dans la danse](#) - Les associations environnementales fourmillent d'activité depuis la dissolution de l'Assemblée nationale. De réunion en réunion, elles se posent la question : faut-il ouvertement appeler à voter pour le Nouveau Front populaire ?
- [Toustes ensemble dans un bleuf émotionnel ?](#) : Discussion de deux militant.es faire front ou pas ?



Front Populaire révolutionnaire, pour désarmer le capitalisme et les gouvernements